

Don de 20 millions de dollars de la BM au secteur burundais des NTIC

PANA, 20/06/2008 Bujumbura, Burundi - La Banque mondiale va débiter un don de 20 millions de dollars US destiné au financement d'un projet d'infrastructures de communication (CIP-2) au Burundi, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura. Le projet a été lancé officiellement, vendredi matin, par le deuxième vice-président de la République, en même temps président de la Commission nationale de la Société de l'information, Gabriel Ntisezerana.

Le ministre burundais des Transports, Postes et Télécommunications, Philippe Njoni, était également présent aux cérémonies et a fait savoir que le projet incluait le câble sous-marin "EASSY", avec des stations d'amarrages (landing stations) en Afrique du Sud, Madagascar, en Tanzanie, au Kenya, en Somalie, Djibouti et au Soudan. Le projet inclut également la boucle de l'Est (East african Backhaul) qui va relier le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, ainsi que le réseau de "Backbone" national (dorsale nationale) des différents pays, a encore précisé le ministre.

L'objectif global du projet est d'abaisser le coût de l'accès à la capacité internationale de communication et d'étendre la couverture géographique des réseaux de communication à haut débit, a-t-il poursuivi. Le deuxième vice-président de la République, de son côté, a souligné la "volonté politique" du gouvernement et son souci de développer le secteur des Télécommunications, des Technologies de l'information et de la communication, pour en faire profiter les avantages aux citoyens burundais. "La libéralisation du secteur des Télécommunications, la réduction des taxes et droits de douane à l'importation du matériel informatique et de télécommunications; la révision de la baisse des redevances des licences de radiodiffusion, ou encore les avantages du code des investissements, sont autant d'atouts qui traduisent cette volonté politique du gouvernement dont le souci premier est de redynamiser les différents secteurs de l'économie nationale", a-t-il affirmé.

Les défis à surmonter sont néanmoins encore multiples, mais avec des efforts soutenus de bonne gouvernance, nous pourrions honorer les engagements pris lors des sommets mondiaux sur la Société de l'information tenus à Genève, en 2003 et à Tunis, en 2005, de réduire la fracture numérique et de rendre les services de Télécommunications et des Technologies de l'information et de la communication accessibles à la grande majorité de la population", a-t-il ajouté.

La représentante de la Banque mondiale aux cérémonies et coordinatrice du projet CIP-2, Mme Isabel Neto, a fait savoir que le secteur des Télécommunications était un "élément-clé de croissance économique". Burundi veut jeter les bases d'une économie solide, durable et la Banque mondiale se tiendra toujours à ses côtés, a-t-elle promis.